

Il y a un peu plus de trois semaines, j'assistais à Paris à une cérémonie de signature qui marquait le début d'une paix décisive au Cambodge, une réussite importante. Le Canada est prêt à apporter son aide à ce qui s'annonce comme l'une des opérations des Nations Unies les plus importantes et les plus complexes.

Au Moyen-Orient, nous nous trouvons à un tournant historique : le dialogue entre les divers interlocuteurs de la région a enfin commencé. Nous pouvons maintenant faire preuve d'un optimisme prudent quant aux perspectives d'une paix durable entre Israël et ses voisins et quant au règlement juste et permanent de la question palestinienne. Au cours des réunions auxquelles j'ai participé aux Nations Unies et ailleurs, je n'ai pas manqué de souligner que nous soutenons fermement les efforts déployés par les États-Unis pour organiser la conférence de Madrid et pour favoriser les négociations directes entre les parties en cause. Nous ne doutons pas que la conférence de Madrid a marqué le début d'un processus qui sera long et difficile. Le Canada est prêt à faire sa part dans les négociations multilatérales qui vont bientôt débiter.

En Afrique du Sud, la réforme s'est également engagée dans une voie positive. Le comité des ministres des affaires étrangères du Commonwealth, que j'ai l'honneur de présider, a convenu de recommander aux chefs de gouvernement du Commonwealth d'apporter des changements majeurs à nos politiques de sanctions, à la fois pour reconnaître les progrès réalisés et pour maintenir la pression afin qu'ils se poursuivent. Tout en conservant les sanctions économiques et les mesures appuyant l'embargo imposé par l'ONU sur les armes, nous avons levé les sanctions qui touchent directement la population, notamment les restrictions sur les contacts officiels, les missions parlementaires et l'accréditation diplomatique. Grâce à la levée de ces sanctions, les Canadiens pourront renouer des liens avec parents et amis en Afrique du Sud et resserrer les liens dans les domaines de la culture, de l'enseignement et de la science, contribuant ainsi à bâtir une Afrique du Sud après-apartheid forte et viable.

La politique du Canada envers l'Afrique du Sud est un bon exemple du besoin constant de sensibilité et de jugement dans la recherche d'un équilibre. Chaque cas qui nous confronte est différent, même en prenant en compte la continuité des objectifs canadiens.

J'ai participé à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Harare et j'ai représenté le premier Ministre à certaines des sessions. En fin de compte, cette réunion a surtout porté sur deux grands dossiers : l'Afrique du Sud, sur laquelle j'ai fait rapport en ma qualité de présidente du comité des ministres des affaires étrangères du Commonwealth, et les droits de la personne, que tous les dirigeants du Commonwealth admettent maintenant comme l'un des principes de base du Commonwealth des années 1990. Les propos fermes du premier Ministre ont envoyé un message sans équivoque aux pays qui ont une réputation douteuse en matière de droits de la personne : le Canada donnera de plus en plus de poids au respect des droits